

l'intérieur en soient informés; qu'il existerait une corrélation directe entre les arrestations arbitraires et les échecs militaires des Taliban; et que des personnes seraient prises en otage, parfois selon leur lieu d'origine, pour n'être relâchées que contre le versement de fortes sommes d'argent. Le rapport estime qu'à Kaboul, 40 p. 100 des besoins qui doivent être comblés par l'aide humanitaire internationale sont causés par la politique du mouvement des Taliban envers les femmes; et que le harcèlement sexuel a augmenté à Kaboul depuis que les Taliban ont rendu le port du voile (*burqa*) obligatoire pour les femmes, ce qui est attribuable en partie au fait que certains considèrent ce voile comme provocant, de sorte que les femmes sont de plus en plus souvent l'objet de propositions obscènes aux arrêts d'autobus.

Le rapport souligne également ce qui suit : en raison des démarcations ethniques de plus en plus prononcées au sein du pays, il est difficile aux personnes appartenant à la minorité ethnique hazara de circuler librement et d'entrer dans les hôpitaux de Kaboul; il ressort d'une étude réalisée par l'UNICEF que 90 p. 100 des enfants de la ville pensent qu'ils mourront pendant le conflit; la plupart des habitants sont à la limite de la malnutrition; la population souffre psychologiquement de troubles post-traumatiques et le taux de suicide serait en hausse parmi les femmes; et les purges dont ont été frappés les milieux enseignants obéissent à la fois à des considérations idéologiques et au désir de régler des comptes.

Pour ce qui est de la province de Kandahar, le RS souligne notamment les faits suivants : on a fait état d'une campagne massive de conscription forcée, menée dans les provinces de Kandahar et de Helmand, tout spécialement dans les villages; les Taliban se méfient des habitants de la ville de Kandahar, qui les considèrent comme des occupants; et d'anciens prisonniers Taliban de l'Alliance du Nord racontent qu'ils ont dû donner du sang et ont été privés de soins médicaux; les géoliers auraient recouvert les blessures de certains prisonniers de linges imprégnés de sel.

En ce qui concerne la situation à Jalalabad, le rapport note ce qui suit : il n'y a pas de place pour les filles dans les écoles, même coraniques; des femmes de la ville dont le comportement était jugé immoral ont été tuées dans des circonstances obscures; un certain nombre de femmes instruites auraient été menacées et harcelées par les Taliban; et ceux-ci assimilent à des prisonniers de guerre les prisonniers politiques, catégorie dans laquelle entrent les personnes appartenant à des minorités ethniques et religieuses actuellement opposées au mouvement des Taliban sur le champ de bataille. Le rapport signale également que les affaires pénales et les affaires civiles sont traitées selon une procédure judiciaire différente, mais il n'y a pas de séparation nette entre les juridictions pénale et militaire; que les institutions judiciaires ne jouissent pas de l'indépendance nécessaire pour déterminer qui possède les qualifications de juge, pour nommer les juges ou pour appliquer et surveiller l'exécution des décrets d'amnistie; et que, pour devenir juge, il faut connaître les enseignements de l'islam et venir d'une école religieuse. On fait

état de la situation militaire actuelle et du manque de fonds qui en résulte au nombre des raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas accès à l'instruction. Selon le chef du pouvoir judiciaire, l'expérience prouve qu'il faut recourir à la force pour montrer le droit chemin à la population afghane, car les règles et règlements ne seraient jamais respectés s'ils étaient appliqués dans une atmosphère paisible.

En ce qui concerne Shebergan, capitale de la province de Jowzjan, le rapport fait observer, entre autres, que des charniers auraient été découverts en novembre 1997 et qu'on y aurait trouvé les corps de 2 000 combattants Taliban faits prisonniers par l'Alliance du Nord, ainsi que de commandants du NIMA, de marchands et d'autres notables locaux, dont certains auraient été décapités. Le rapport précise que les analyses de l'expert légiste effectuées sur 10 corps trouvés dans l'un des sites révèlent que toutes les victimes étaient de jeunes hommes portant des vêtements d'été; que beaucoup présentaient en différents endroits des blessures par balle graves et probablement fatales; que deux semblaient avoir reçu des soins médicaux; et que plusieurs avaient encore sur eux des cartouches pleines. Il a été conclu que ces individus avaient perdu la vie au cours de combats armés et qu'ils n'étaient pas des prisonniers qu'on avait exécutés délibérément. Le rapport signale aussi ce qui suit : autour de neuf puits qui n'ont pas été déblayés, on peut voir une piste faite au bulldozer qui aboutit au bord de chacun des puits; sept des puits ont été comblés par de la terre; deux sont ouverts et l'eau est visible à une profondeur d'environ 10 m; près de chacun ces neuf puits, on trouve des cartouches vides; près de trois d'entre eux, il y a des traces de mines antipersonnel ainsi qu'une grenade; et deux fragments de crâne humain ont été trouvés près de la terre qui a servi à boucher un des puits. Le rapport indique qu'on a trouvé de nombreux corps sur la route qui relie Mazar-i-Sharif à Hairatan et qu'il était évident que les victimes avaient été attachées, parfois plusieurs ensemble; qu'il y avait beaucoup de cartouches vides et que les corps, qui gisaient presque entièrement sous une couche de sable, formaient une rangée de chaque côté d'une crête; et que l'expertise judiciaire a révélé des indices corroborant les allégations selon lesquelles il y a eu des violations des droits de l'homme dans deux des trois régions examinées.

Pour ce qui est de la province de Bamyan, le rapport fait remarquer, entre autres, que les Taliban exercent un quasi-blocus de la région du Hazarajat, qui est peuplée essentiellement de personnes appartenant à la minorité ethnique hazara; que ce blocus *de facto* a entraîné des pénuries alimentaires et médicales et que la population est menacée de famine du fait des inondations, des mauvaises récoltes et du manque d'accès à l'aide alimentaire; et enfin, qu'un représentant des Taliban a nié l'existence d'un blocus et souligné que l'on peut rejoindre le Bamyan par le Nord du pays où, a-t-il affirmé, l'Alliance du Nord pille les entrepôts de l'ONU renfermant les aliments destinés à la région du Hazarajat.